



EN TOUTE RESPONSABILITÉ ET POUR UN SEUL INTÉRÊT **LE VÔTRE !**

Chers collègues, hier le directeur de l'Administration Pénitentiaire s'est rendu à Condé sur Sarthe, il a fait un certain nombre de propositions en matière de sécurité aux personnels. Ce matin, ces propositions ont été énoncées et expliquées aux personnels en mouvement devant les portes de l'établissement, soumises au vote du piquet. Les collègues ont voté en faveur de ces propositions et pour la reprise du travail.

Nous tenons à saluer le courage et la solidarité dont ont fait preuve nos collègues durant ces 14 jours de mobilisation !

Belle leçon d'unité donnée à l'ensemble des personnels des établissements pénitentiaires de métropole et d'Outre-Mer et en premier lieu aux organisations syndicales !

Tous sur le piquet à Condé, n'avaient pas forcément la même vision, les mêmes attentes mais pourtant ils ont fait bloc !

Depuis le premier jour, des établissements se sont mobilisés, encore ce matin et nous ne pouvons qu'en être fiers et remercier tous ces personnels, qui malgré les risques, malgré la fatigue, malgré la trahison de janvier 2018, ont porté eux aussi des revendications légitimes, merci à eux !

Aujourd'hui, il nous faut faire une pause, réfléchir, car demain les sanctions vont tomber et parce que la mobilisation n'est pas à la hauteur pour permettre un réel rapport de force. Voici la seule réponse de ce gouvernement jusqu'au-boutiste, **refusant d'entendre les justes revendications en matière de sécurité, d'indemnité et de statutaire**. Car il faut être très clair et honnête, ce qu'a obtenu Condé-sur-Sarthe ne va en rien changer demain le quotidien des collègues sur l'ensemble des autres établissements et nous aurons d'autres très violentes agressions, d'autres attentats et malheureusement la mort d'un collègue !

Au ministère, le seul pari qui est fait est de ne plus être aux manettes quand cela arrivera.

Concernant UFAP-Unsa, **les responsables nationaux**, jusqu'au-boutistes, ont refusé l'alliance avec les autres organisations syndicales **sans prendre en compte l'intérêt des personnels**. Pantins ou marionnettes depuis déjà bien trop longtemps de ce gouvernement, ils seront coupables de trahison, coupables de cogestion, coupables de collaboration et à chaque agression, chaque attentat voire pire, devront assumer le fait de ne pas avoir, pour des raisons purement politiques et syndicales accepté de faire des concessions !

Concessions d'ailleurs que FO Pénitentiaire, la CGT et le SPS ont été en capacité de faire, pour créer une unité et une entente syndicale.

Chers collègues, pour autant rien n'est perdu et nous allons continuer à nous battre et à travailler pour que des décisions courageuses soient prises en matière de sécurité, pour que demain les collègues puissent avoir un salaire décent et ne soient pas obligés de faire plus de 40 heures supplémentaires par mois !

Un travail difficile, qui va être long mais pour lequel nous répondrons présents. Ce temps va aussi nous permettre d'avoir des retours des différents recours faits aux tribunaux administratifs concernant les trentièmes. Retour du Conseil Constitutionnel qui doit dire si oui ou non l'administration avait le droit de suspendre des agents sans procédure disciplinaire préalable.

Des réponses qui nous permettront d'être plus forts, moins vulnérables aux pressions, sanctions et intimidations...

Chers collègues, savoir mettre un genou à terre pour reprendre son souffle et analyser la situation n'est en aucun cas un aveu de faiblesse, mais bien de sagesse et de responsabilité envers toutes celles et ceux que nous représentons et qui se sont mobilisés. Reprendre son souffle afin d'être plus forts, pour repartir au combat, pour des revendications justes et légitimes en faveur desquelles nous ne cesserons jamais de nous battre, dans un seul intérêt : **le vôtre !**

FO Pénitentiaire – le 20 mars 2019

